



Centre interdisciplinaire de recherche  
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie  
plus solidaire  
inspirée par  
l'intérêt général**



Ciriec  
International

Allemagne  
Argentine  
Autriche  
Belgique  
Brésil  
Canada  
Colombie  
Espagne  
France  
Italie  
Japon  
Portugal  
Suède  
Turquie  
Venezuela

## **Rapport d'activités**

### **2010-2011**

Du 1<sup>er</sup> mai 2010 au 30 avril 2011



# TABLE DES MATIÈRES

|  |           |
|--|-----------|
| <b>PRÉSENTATION.....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>RAPPORT DU PRÉSIDENT.....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF.....</b>  | <b>9</b>  |
| <b>DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC .....</b>  | <b>10</b> |
| <b>LE CIRIEC INTERNATIONAL.. .....</b>   | <b>11</b> |
| Les instances du CIRIEC International  |           |
| Le congrès international du CIRIEC   |           |
| Le Conseil scientifique international (CSI)  |           |
| Commission scientifique internationale <i>Économie sociale et coopérative</i>  |           |
| Commission scientifique internationale <i>Services publics/Entreprises publiques</i>   |           |
| Activité de veille stratégique   |           |
| Groupe de travail <i>Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale et coopérative</i>                             |           |
| La 3 <sup>e</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale   |           |
| <b>LE CIRIEC-CANADA.....</b>   | <b>15</b> |
| Le colloque annuel 2010  |           |
| Groupes de travail, activités et collaborations  |           |
| . Groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale des entreprises collectives (GTTS sur la RSEC) |           |
| . Autres activités et collaborations   |           |
| . L'historique du CIRIEC-Canada  |           |
| <b>RAPPORT DE LA REVUE DU CIRIEC-CANADA, <i>ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS</i>.....</b>   | <b>23</b> |
| Fonctionnement et financement  |           |
| Rapports entre la Revue et les universités   |           |
| Rapports entre la Revue et les entreprises   |           |
| Diffusion et rayonnement de la Revue   |           |
| Productions 2010-2011  |           |
| Prochains numéros  |           |
| Comités de la Revue  |           |
| Parutions 2010-2011  |           |



## PRÉSENTATION

Initié au cours des années précédentes et entré en activité au cours de l'année 1966-1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique-social.

Le CIRIEC-Canada constitue une des 15 sections nationales du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques.

L'économie sociale est une sphère d'activité économique qui se définit par une organisation, des règles et des finalités différentes de l'économie publique. Elle s'est dotée d'institutions intermédiaires sectorielles, territoriales et nationales qui favorisent la construction d'identités sociales et des institutions qui soutiennent un ensemble d'activités ou de relations que l'on souhaite maintenir et développer. Ces institutions participent à la formation de règles et à la diffusion des innovations sociales. Elles sont des lieux indispensables d'échanges et de partage des meilleures pratiques. On a aussi vu l'économie sociale se munir d'institutions intermédiaires de savoir, de veille et de formation.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des recherches, des observatoires et des lieux de formation collaborent de plus en plus avec le CIRIEC. Mentionnons l'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

La vie de la communauté, l'intérêt collectif, l'intérêt général, une juste reddition de comptes et la démocratie font partie des valeurs communes aux deux types d'entreprises.

**Le secrétariat du CIRIEC-Canada est situé au 12<sup>e</sup> étage  
du Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke (bureau 12751).  
Une professionnelle de recherche, Suzanne Poirier, en assure la permanence.**

**Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871**

**Courriel : [CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca](mailto:CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca) Site internet: [www.ciriec.ugam.ca](http://www.ciriec.ugam.ca)**

**Adresse postale:  
CIRIEC-Canada  
150, Place Charles-Le Moyne, boîte postale 1  
Longueuil (Québec) J4K 0A8**



## RAPPORT DU PRÉSIDENT



Au cours de l'année 2010-2011 notre organisation, ses membres, son conseil d'administration et son comité exécutif, en plus de poursuivre une présence assidue aux instances du CIRIEC International ainsi qu'aux activités scientifiques, se sont penchés sur des questions relatives à la Troisième conférence mondiale de recherche en l'économie sociale qui s'est tenue en Espagne les 6, 7 et 8 octobre 2011, au suivi des travaux de la Commission d'économie sociale et coopérative, de la Commission des services publics et entreprises publiques, de la préparation du congrès international, et de l'amorce des préparatifs du congrès international 2012, au suivi des travaux de préparation du colloque annuel, au passage à l'édition électronique de la revue *Économie et Solidarités*, aux travaux du groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives. S'ajoute à cela la tenue du colloque sur invitation le 18 janvier, de deux séminaires tenus à l'occasion des réunions du conseil d'administration ainsi que la préparation de la présente assemblée annuelle.

### **Mobilisation des connaissances des entreprises collectives et de leurs pratiques en responsabilité sociétale (RSE) et en développement durable**

Le CIRIEC-Canada a aussi pour raison d'être la mobilisation et le transfert des connaissances entre les milieux scientifiques et les milieux de la pratique.

Le contexte actuel nous a notamment incités à mettre sur pied un groupe de mobilisation et de transfert des connaissances sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises collectives. Nous croyons que les entreprises collectives recèlent un potentiel de contribution essentiel à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement qui conjuguent la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique. Les entreprises d'économie sociale et les sociétés d'État, tant par leur finalité que par les règles qui les régissent, sont selon nous naturellement porteuses d'aspirations au développement de meilleures pratiques d'affaires, de gestion et de gouvernance. Les enjeux économiques, environnementaux, sociaux et culturels actuels accentuent la nécessité de renforcer notre action et notre pertinence pour un développement plus durable. Plus que jamais il faut œuvrer dans le sens d'une nouvelle régulation économique fondée sur une économie plurielle où sont reconnus les rôles fondamentaux des acteurs de l'économie publique, de l'économie marchande à capital-actions et de l'économie sociale. L'information large et complète sur les pratiques responsables des entreprises – qu'elles soient ou non collectives – devient une nécessité d'affaires et constitue une condition de plus en plus incontournable.

Le CIRIEC-Canada qui rassemble à la fois des entreprises publiques et d'économie sociale, des praticiens et des chercheurs, des étudiants et des enseignants, constitue un carrefour unique. Les mutations actuelles des systèmes économiques et sociaux accentuent la nécessité de renforcer notre action.

## **Le groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives (GTT sur la RSEC)**

Le groupe de travail a complété une enquête portant sur les pratiques actuelles et potentielles en matière de responsabilité sociale ou sociétale auprès de cinq sociétés d'État et de cinq entreprises d'économie sociale. Le colloque sur invitation, prévu en janvier 2011, a été tenu et les participants ont pu prendre connaissance des résultats de l'enquête effectuée auprès d'une diversité d'entreprises. Ce groupe de travail animé par Claude Normandin, responsable du développement stratégique à Fondation, est aussi composé de Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et vice-président aux affaires universitaires du CIRIEC-canada, de Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et vice-présidente aux affaires internationales du CIRIEC-Canada, de Mario Hébert, économiste principal et premier responsable du développement durable à La Coop fédérée, de André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, de Geneviève Labrie-Beaudoin, économiste principale et codirectrice par intérim de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec et de Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance à Investissement-Québec.

## **Le congrès du CIRIEC International**

Le 28<sup>e</sup> congrès international du CIRIEC s'est tenu du 16 au 19 mai 2010 à Berlin, sous le thème : « L'économie publique et sociale : une issue à la crise économique et un support au développement durable ». En plus d'avoir préparé une communication par affiche pour le Groupe de travail pour le transfert des savoirs de la RSEC, Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et vice-présidente à l'international de notre association, assura une présidence d'atelier, Jacques Daoust, président et chef des opérations d'Investissement Québec, ainsi que moi-même, en tant que président-directeur général de Fondation et président du CIRIEC-Canada, avons aussi été invités à faire une communication lors d'une plénière. Une quinzaine de participantes et participants provenant de notre section ont participé à ce congrès international. Nous les remercions de leur présence. Permettez-moi de réitérer nos félicitations à Luc Bernier qui s'est vu confier la présidence du Conseil scientifique international du CIRIEC International. Il succède à Benoît Lévesque à qui nous tenons à exprimer notre gratitude pour sa grande contribution nationale et internationale à la réalisation de nos missions communes.

## **Colloque annuel CIRIEC-Canada 2011**

Le thème de notre colloque annuel 2011 « Finance socialement responsable et entreprises collectives : une alliance naturelle ? » Le colloque de cette année s'inscrit dans la continuité de ceux de 2010 dont le thème portait sur les pratiques de responsabilité sociale et environnementale des entreprises publiques et d'économie sociale et les défis de leur déploiement », ainsi que celui de 2009 dont le thème était « La responsabilité sociale des entreprises collectives ». Plusieurs chercheurs et titulaires de chaires de recherche ainsi que des hauts dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale ont accepté d'agir en tant qu'orateurs, participant ainsi à une programmation remarquable.

## **La Revue *Économie et Solidarités***

Le dernier numéro papier de la Revue du CIRIEC aura été celui du printemps 2010. Les numéros suivants ne sont maintenant diffusés qu'en version électronique chez Érudit et accessibles sans frais d'abonnement, du moins pour l'année 2011-2012. Un espace est aussi prévu dans un module du site internet d'Érudit pour y déposer des documents et données. On pourra y trouver diverses présentations notamment sur ce qu'est le CIRIEC, l'annonce du colloque annuel, des remerciements aux organismes et institutions qui soutiennent financièrement la revue, ainsi que le dépôt des rapports annuels d'activité et des cahiers de recherche. De plus, depuis quelques semaines, le site internet du CIRIEC-Canada vous offre la possibilité de consulter en ligne tous les articles des 13 numéros parus avant le passage à l'édition électronique chez Érudit.

Il faut souligner la valeur du travail de la direction de la Revue assurée par la Louise Brillant, du rédacteur de la Revue, Guy Chiasson ainsi que des collaboratrices et collaborateurs qui contribuent à sa grande qualité. De nouvelles responsabilités et une intensification du volume des activités au sein de son département ont conduit Louise Brillant à prendre la décision de quitter la direction de la revue. Nous tenons à lui formuler notre appréciation pour le travail accompli et lui souhaitons tout le succès mérité.

Nous sommes reconnaissants à Jacques Boucher, professeur à l'Université du Québec en Outaouais, d'avoir généreusement accepté de reprendre du service et de diriger à nouveau la revue. Son expérience et son engagement contribueront grandement au nouveau déploiement de la revue, comme vous pourrez en prendre connaissance au rapport d'activité de la Revue.

Il est important de rappeler le caractère unique de la Revue du CIRIEC-Canada. Elle rejoint des préoccupations d'avancement des connaissances, tant théoriques qu'appliquées, relevant des entreprises collectives (sociétés d'État et entreprises d'économie sociale).

## **Objectifs 2011-2012**

### **Les suites du colloque sur invitation**

En raison de leur spécificité, les entreprises publiques et d'économie sociale ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques.

Il fait partie de la raison d'être du CIRIEC de mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées, trop faiblement codifiées et à fortiori trop faiblement partagées. S'inspirant de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique, le groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives (GTT sur la RSEC) aborde la question du développement durable et de la RSE des entreprises collectives dans le cadre d'une triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes. Les suites de l'enquête, du colloque et des travaux du comité seront annoncées au cours de l'automne.

### **Le colloque annuel et des séminaires post-C.A.**

Le CIRIEC-Canada continuera la tenue de son colloque annuel dans le cadre du congrès de l'ACFAS. Les réunions du conseil d'administration suivies de séminaires continueront d'être tenues. Nous ferons connaître à l'automne les thématiques projetées.

### **La revue *Économie et Solidarités***

La revue du CIRIEC continuera d'être publiée en édition électronique.

### **Le développement du CIRIEC-Canada**

L'accroissement du membership et l'obtention des moyens nécessaires au déploiement de la raison d'être du CIRIEC-Canada seront au cours de l'an qui vient, objets d'efforts constants.

### **Le CIRIEC International**

Le CIRIEC-Canada continuera d'être présent aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques. Rappelons la tenue du prochain congrès international du CIRIEC qui se tiendra à Vienne, en Autriche, du 12 au 15 septembre 2012.

### **Remerciements**

Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la revue et de l'UQO, la Chaire d'éthique appliquée qui abrite le CIRIEC-Canada, ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Je voudrais réitérer nos remerciements à l'endroit d'André Lacroix, de Martine Vézina et de Michel Séguin qui composaient le comité organisateur du colloque 2011, pour cette programmation de grande qualité et de grande pertinence pour les entreprises collectives ainsi que pour les étudiants et les universitaires qui s'y intéressent.

C'est par vous que cette association existe et peut agir. Grand merci à chacune et chacun des membres de notre association. Ils en constituent la richesse, l'expérience, la pertinence et le rayonnement.

A handwritten signature in blue ink, reading "Léopold Beaulieu".

Léopold Beaulieu, président

# CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

## **Président CIRIEC-Canada**

### **Léopold Beaulieu**

Président-directeur général - Fondation, le Fonds de développement de la confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi

## **Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada**

### **Marie J. Bouchard**

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale  
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

## **Vice-présidente – affaires avec les entreprises - CIRIEC-Canada**

### **Chantal Malo**

Vice-présidente principale, planification et stratégie internationale - Société générale de financement du Québec (SGF)

## **Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada et président du Conseil scientifique international du Ciriec**

### **Luc Bernier**

Codirecteur ( CERGO)  
Professeur - École Nationale d'administration publique

## **Trésorier – CIRIEC-Canada**

### **Claude Carbonneau**

Vice-président, développement des coopératives et des autres entreprises de l'économie sociale - Investissement Québec

## **Secrétaire – CIRIEC-Canada**

### **Martine Vézina**

Professeure - Service de l'enseignement du management  
HEC Montréal

## **Observateurs à l'exécutif**

### **Jacques L. Boucher**

Directeur de la revue *Économie et Solidarités*  
Professeur – Université du Québec en Outaouais (UQO)

### **Guy Chiasson**

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*  
Professeur - Département de travail social (UQO)

## **Ancien président du CIRIEC-Canada et ancien président du Conseil scientifique international du CIRIEC**

### **Benoît Lévesque**

Professeur associé - UQAM et ÉNAP

## **Administrateurs**

### **Stéphane Bouchard**

Directeur des affaires régionale - Sous-ministériat aux Territoires - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

### **Louis Côté**

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique  
Professeur - École Nationale d'administration publique

### **Pauline D'Amboise**

Vice-présidente soutien à la coopération et secrétaire générale du Mouvement des caisses Desjardins

### **Claude Dorion**

Directeur général - MCE Conseils

## **À déterminer**

Hydro-Québec

### **René Hamel**

Président-directeur général - SSQ Groupe financier

### **Mario Hébert**

Économiste principal et premier responsable du développement durable – La Coop fédérée

### **Juan-Luis Klein**

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)  
Professeur - Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

### **Marcellin Hudon**

Association des groupes de ressources techniques du Québec

### **André Lacroix**

Professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée  
Université de Sherbrooke

### **Michel Lafleur**

Professeur et directeur de l'IRECUS, Université de Sherbrooke

### **Armand Lajeunesse**

Directeur général - CDR Montréal-Laval

### **André Leclerc**

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives. Professeur - Université de Moncton

### **Denis Martel**

Vice-recteur - Enseignement et recherche, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

### **Luc Meunier**

Président et chef de la direction, Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

### **Nancy Neamtan**

Vice-présidente développement stratégique RESO  
Présidente - Chantier de l'économie sociale

### **Paul Ouellet**

Coordonnateur général  
Caisse d'économie solidaire Desjardins

### **Pierre Patry**

Trésorier - Confédération des syndicats nationaux

### **Carol Saucier**

Professeur - Département des sciences humaines (UQAR)

### **Michel Séguin**

Titulaire de la Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

### **Hélène Simard**

Présidente-directrice générale  
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

### **Milder Villegas**

Directeur général - Filaction

L'assemblée générale 2010 s'est tenue le 10 mai à l'Université de Montréal.  
Le conseil d'administration s'est réuni le 10 mai 2010, le 1er octobre 2010 et le 1er avril 2011.  
Le comité exécutif s'est réuni à six reprises au cours de l'année.

# Délégués aux instances internationales du CIRIEC

## **Praesidium**

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

## **Substitut:**

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

## **Conseil international**

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

## **Substituts**

Chantal Malo (Société générale de financement du Québec),

vice-présidente-Affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

## **Conseil scientifique international**

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Louis Simard (Université d'Ottawa), membre du CIRIEC-Canada

## **Substituts:**

Juan-Luis Klein (UQAM), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jean Turgeon (ÉNAP), membre du CIRIEC-Canada

## **Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques**

Louis Simard (Université d'Ottawa), membre du CIRIEC-Canada

## **Membres catégorie 2:**

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Guy Chiasson (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

## **Commission scientifique Économie sociale et coopérative**

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

## **Membres catégorie 2:**

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur-adjoint de la revue *Économie et Solidarités*

Ian MacPherson (Université de Victoria), membre du CA, CIRIEC-Canada

## **Luc Bernier (ÉNAP), président du Conseil scientifique international**

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

# LE CIRIEC INTERNATIONAL

## Les instances du CIRIEC International

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international. La dernière assemblée s'est tenue à l'occasion du congrès international, le 17 mai 2010. Le Praesidium (assure les fonctions d'un bureau exécutif), s'est réuni le 16 mai 2010, à Berlin et également le 3 décembre à Kyoto. Le Conseil international (constitue le conseil d'administration et est composé de délégués des sections nationales), s'est réuni à Paris le 25 novembre 2010. Les Congrès internationaux du Ciriec se tiennent aux deux ans, en alternance avec les Conférences mondiales.

## LE CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Les congrès internationaux du CIRIEC rassemblent entre 500 et 600 participants: responsables politiques, économiques et sociaux, dirigeants d'entreprises et d'organisations, représentants du monde de la recherche.

Du 16 au 19 mai 2010 s'est tenu, à Berlin (Allemagne), le 28<sup>ième</sup> Congrès international du CIRIEC, organisé par la section allemande du CIRIEC avec la collaboration du secrétariat international sur le thème: *L'économie publique et sociale: une issue à la crise économique et un support au développement durable.*

Au cours de ce Congrès, quelques interventions des membres du CIRIEC-Canada ont eu lieu. Léopold Beaulieu, président du CIRIEC-Canada et président-directeur général de Fondation CSN a présenté une communication *Intégrer l'environnement au social et à l'économie* à la séance plénière *L'économie publique et sociale dans la crise économique: quelles perspectives pour l'emploi et le développement durable?* et Jacques Daoust, président et chef de la direction à Investissement Québec, est intervenu dans le cadre de l'atelier qui portait sur le financement de l'économie publique et sociale. Enfin, Marie J. Bouchard, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (Université du Québec à Montréal) et vice-présidente aux affaires internationales du CIRIEC-Canada, animait l'atelier *L'économie publique et sociale: facteur de stabilisation du marché de l'emploi.*

Le prix Edgar-Milhaud a été remis au cours de ce congrès à Kristof De Witte, Maastricht University, Leuven University et Amsterdam University, pour son travail: *On analysing drinking water monopolies by robust non-parametric efficiency estimation.*

Le Congrès s'est terminé avec les conclusions de Bernard Thiry, directeur général du CIRIEC international.

Certains textes sont disponibles sur le site du Ciriec International à l'adresse suivante:  
**[www.ulg.ac.be/ciriec/](http://www.ulg.ac.be/ciriec/)**

## **Conseil scientifique international du CIRIEC international**

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du CIRIEC et a été présidé par Benoit Lévesque (UQAM et ÉNAP) jusqu'à ce que Luc Bernier lui succède cette année. Le CSI s'est réuni une fois au cours de l'année 2009 comme cela est exigé, soit le 21 avril, à Paris, une fois en novembre 2010 et le 5 avril 2011 à Valladolid. Il a été alors question entre autres de la veille stratégique (tant du point de vue du contenu que du processus et de la pérennisation de l'opération), de la création d'un nouveau groupe de recherche sur « les nationalisations récentes dans le secteur financier » (projet codirigé par Luc Bernier du Québec et Philippe Bance de la France) qui sera publié à la fin du printemps 2011. Les membres du CSI qui avaient reçu avec enthousiasme la proposition du président du CIRIEC international, Will Hanss, de créer un prix international, le Prix Edgar Milhaud, qui s'adresse à des jeunes chercheurs, étudiants et doctorants, de manière à encourager la relève vont participer à l'attribution de ce prix pour une seconde fois lors du congrès de Vienne en 2012. Le CSI a pris connaissance des résultats de la veille stratégique de recherche et doit se servir de cette veille pour coordonner la recherche à venir au CIRIEC international. Les prochains mois seront cruciaux pour la recherche au CIRIEC alors que les deux commissions scientifiques doivent relancer leurs travaux sur de nouveaux sujets encore à déterminer. Par ailleurs, Marie J. Bouchard a été nommée au Comité de rédaction de la revue *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, en remplacement de Marie-Claire Malo (HEC Montréal) qui y a siégé durant de nombreuses années. Luc Bernier a été nommé au comité de gestion de la même revue.

## **Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative***

La Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative* s'est réunie à 2 reprises, soit les 24 novembre 2010 à Paris et le 5 avril 2011 à Valladolid, à l'occasion de la 3<sup>E</sup> Conférence mondiale sur l'économie sociale organisée par le Ciriec-Espagne. La prochaine réunion de la Commission aura lieu à Paris, en juin 2011. Un nouveau thème de recherche y sera discuté. L'ouvrage *The Worth of the Social Economy*, dirigé par Marie J. Bouchard (UQAM) est paru en 2010 chez PIE Peter Lang, à l'issue des travaux du Groupe de travail sur les méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale. Un numéro spécial de la revue *Économie et solidarités*, copiloté par Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti (U. de Méditerranée et Ciriec France) a également été produit à la suite de ces travaux. La Commission travaille présentement sur les liens entre les politiques publiques et l'économie sociale dans une perspective comparée. Ces travaux sont dirigés par Danielle Demoustier (Institut d'études politique de Grenoble) et Rafael Chaves (U. de Valencia). À ce jour, quatre membres du CIRIEC-Canada ont annoncé leur participation à ce groupe, Luc Bernier (ÉNAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Jean Turgeon (ÉNAP) et Martine Vézina (HEC Montréal).

## **Commission scientifique internationale *Services publics \ Entreprises publiques***

La commission scientifique *Services publics et Entreprises publiques* s'est réunie à nouveau à Pavie en septembre 2010 pour tirer les conclusions de son travail sur les entreprises publiques locales. La commission doit se réunir à Paris en juin 2011 pour lancer son prochain programme de recherche.

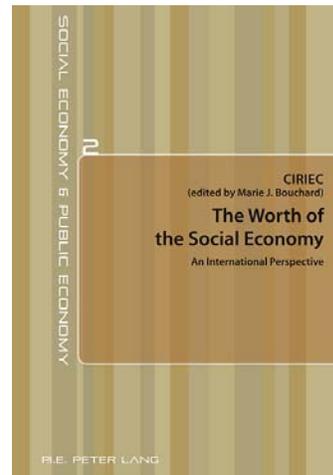
## Activité de veille stratégique

L'activité de veille stratégique, amorcée comme projet pilote en 2008-2009 à l'instigation du Conseil scientifique international (qui chapeaute les deux commissions scientifiques) s'est poursuivie par la suite. Pour le moment, la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM), sous la direction de Marie J. Bouchard assure cette veille pour l'économie sociale. Le CERGO (É NAP), avec l'Observatoire d'administration publique, dans le premier cas, a assuré cette veille pour les entreprises publiques jusqu'en 2010. Le dernier rapport de veille pour l'année 2010 a été présenté aux membres du Conseil international (novembre 2010) de même qu'aux membres des deux commissions internationales de recherche.

## Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative*

L'ouvrage *The Worth of the Social Economy, an International Perspective*, sous la direction de Marie J. Bouchard (UQAM), est paru chez PIE Peter Lang Publishers en avril 2010. Le lancement de l'ouvrage en Europe s'est fait à l'occasion du Congrès du Ciriec à Berlin en mai 2010.

Un numéro de la revue *Économie et solidarités* a également été réalisé sous la direction de Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti (Université de Méditerranée), avec le soutien de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et du Ciriec France.



## 2011

### CONFÉRENCE MONDIALE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE SOCIALE

La troisième édition de la Conférence mondiale de recherche en économie sociale du CIRIEC s'est tenue du 6 au 8 avril 2011, à Valladolid (Espagne).

Les deux jours de conférence ont été consacrés au thème général  
« L'économie sociale, pilier d'un nouveau modèle de développement économique durable »  
Le CIRIEC-Espagne était l'organisateur local de la conférence.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ciriec International:

[www.ulg.ac.be/ciriec/](http://www.ulg.ac.be/ciriec/)



## LE COLLOQUE ANNUEL 2010 DU CIRIEC-CANADA

Le colloque annuel 2010 s'est tenu le lundi 10 mai, dans le cadre du 78<sup>e</sup> congrès de l' Afas, à l'Université de Montréal. Le thème du colloque était:

### *Les pratiques de responsabilité sociale et environnementale des entreprises publiques et d'économie sociale et les défis de leur déploiement*

Les entreprises publiques (EP) et d'économie sociale (EÉS) sont interpellées par la sensibilisation croissante de la société contemporaine aux enjeux de responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSEE). Fortement ancrées dans leurs communautés d'appartenance respectives en raison notamment de leur mode de gouvernance collectif, les entreprises collectives reconnaissent la nécessité d'une intégration des multiples logiques d'acteurs intéressés par l'activité de l'organisation. Ainsi, alors que leur double mandat économique et social les plaçait au premier rang des acteurs économiques engagés sur le front de la RSEE, voilà qu'elles semblent se faire doubler sur la place publique. Soutenues par une logique économique dominante, les positions ponctuelles et opportunistes, mais parfois aussi engagées et durables, qu'adopte non sans intérêt l'entreprise à capital action, ne manquent pas de questionner la contribution spécifique de l'entreprise collective sous cet angle.

Les questionnements soulevés au colloque ont porté sur le caractère spécifique ou non des pratiques de RSE des entreprises collectives. En outre, alors que sa double logique sociale et économique prédispose favorablement l'entreprise collective à relever le défi de la responsabilité sociale, le troisième terme associé au développement durable, à savoir les préoccupations environnementales, apparaît découler moins directement de sa logique d'action. Or, c'est précisément sur cette dimension que l'entreprise à capital action intervient plus naturellement, bien que de façon très ciblée. En effet, plus que les politiques à caractère social, les initiatives environnementales de l'entreprise à capital action génèrent davantage d'effets positifs immédiats sur sa performance économique. Devant ces apparentes distinctions, la réconciliation des termes de la triple reddition (économique, sociale et environnementale) prend-elle une forme différente pour l'entreprise publique ou d'économie sociale?

### **Comité organisateur du colloque**

**Martine Vézina**, professeure agrégée, Service de l'enseignement du management, HEC Montréal.

**Luc Bernier**, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).

**André Lacroix**, professeur, Département de philosophie et d'éthique appliquée et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée, Université du Sherbrooke.

## GROUPES DE TRAVAIL, ACTIVITÉS ET COLLABORATIONS

### **Groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale des entreprises collectives (GTTS sur la RSEC)**

Le CIRIEC-Canada a mis sur pied un groupe de travail pour le transfert des savoirs, composé de chercheurs et de praticiens qui misent sur une démarche inspirée de plusieurs caractéristiques de la « communauté de pratiques », c'est-à-dire la mise en commun et le partage des connaissances (explicites et tacites) afin de mobiliser un fort engagement des entreprises collectives dans la continuation et l'approfondissement de leur démarche de RSE.

Le groupe de travail était composé de chercheurs universitaires et de responsables RSE au sein d'entreprises publiques et d'économie sociale ainsi que d'une professionnelle de recherche. Ce groupe de travail a mené une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles de RSE et de DD des entreprises publiques et d'économie sociale québécoises. Les résultats de cette recherche ont été présentés dans le cadre d'un colloque qui s'est tenu le 18 janvier 2011. Il s'agissait d'un colloque sur invitation seulement qui s'adressait à plus d'une centaine de participants provenant de divers groupes et organisations qui portent un intérêt à la RSE dans les entreprises collectives. Outre les membres du CIRIEC-Canada et les entreprises et organisations ayant participé à la recherche, étaient présents des dirigeantes et dirigeants d'un grand nombre d'entreprises publiques, d'entreprises d'économie sociale, de coopératives et mutuelles, de chercheurs et d'étudiants universitaires. (Le programme du colloque est présenté à la page 20 de ce rapport).

Le groupe de travail était composé des personnes suivantes:

- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise d'économie sociale : Mario Hébert, économiste principal et premier responsable du développement durable, La Coop fédérée
- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise publique : Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec, et Geneviève Labrie-Beaudoin, économiste principale et codirectrice par intérim de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec
- Un chercheur sur l'économie sociale : Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM)
- Un chercheur sur les entreprises publiques : Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).
- Un chercheur/rédacteur membre du GTT : André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke.
- Une présidence de comité exerçant en entreprise et qui a l'expérience des enjeux de la rédaction d'un rapport de développement durable : Claude Normandin, responsable de la commercialisation et du développement stratégique, Fondation CSN.
- Une personne pour mener l'enquête et rédiger les rapports: Lovasoa Ramboarisata, professionnelle de recherche et chargée de cours (UQAM)

Les responsables ont procédé en trois étapes :

- 1) Une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles dans les entreprises collectives du Québec et du Canada a été réalisée;
- 2) Une méthodologie d'intervention et un échéancier ont été élaborés;
- 3) Un colloque sur invitation a été organisé le 18 janvier 2011.

La première étape consistait à mener une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles auprès d'un groupe d'entreprises collectives. (Les 2 prochaines pages présentent sommairement les résultats de cette enquête).

## **Résultats de l'enquête sur les pratiques actuelles et potentielles de RSE et de DD des entreprises publiques et d'économie sociale québécoises.**

### **Sommaire exécutif**

Le principal objectif du présent rapport est de présenter les résultats d'une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles de RSE (responsabilité sociétale d'entreprise) et de DD (développement durable) des entreprises publiques et d'économie sociale québécoises. Plus spécifiquement, il vise à :

- ◆ fournir une vue relativement claire de ce qui existe comme RSE et DD dans les entreprises collectives québécoises,
- ◆ fournir une idée des méthodologies et des formes d'accréditation qui sont actuellement utilisées et celles que ces entreprises envisagent adopter.
- ◆ expliquer comment les entreprises collectives se distinguent ou peuvent se distinguer des autres formes d'entreprises sous l'angle de la RSE et du DD.

Le contexte actuel d'évolution des entreprises collectives québécoises (cadre légal notamment avec l'avènement de la *Loi sur le développement durable*, foisonnement des normes, standards et autres formes d'évaluation et d'accréditation, pratiques de concurrents du même secteur, etc.) incitent les gestionnaires de celles-ci à se positionner par rapport au concept de RSE et à ceux connexes tels le DD. Comment faire en sorte que la RSE et le DD soient un « canal d'expression naturelle » des valeurs et des actions des entreprises collectives ? Le CIRIEC-Canada a fait le choix de mettre sur pied le Groupe de travail sur le transfert de savoir (GTT) qui « mise sur une démarche inspirée de la « communauté de pratiques », c'est-à-dire la mise en commun et le partage des connaissances (explicites et tacites) afin de mobiliser un fort engagement des entreprises collectives dans la continuation et l'approfondissement de leur démarche de responsabilité sociale d'entreprise. » L'enquête sur les pratiques actuelles et potentielles des entreprises collectives québécoises, dont les résultats sont présentés ici, a été nécessaire parce que d'une part, ce genre d'état des lieux n'existait pas jusque là et d'autre part, il fait partie de la constitution des connaissances, une des grandes étapes d'une communauté de pratiques.

Les cinq entreprises publiques et cinq entreprises d'économie sociale suivantes ont formé notre échantillon. Nous tenons à les remercier chaleureusement d'avoir accepté de participer à notre étude.

|  |  |
|--|--|
| Hydro-Québec   | Fondation CSN                            |
| Investissement Québec                                | La Caisse d'économie solidaire           |
| Société de développement des entreprises culturelles | La Coop Fédérée                          |
| Société des alcools du Québec                        | La Coopérative funéraires des Deux-Rives |
| Société générale de financement du Québec            | Le Mouvement Desjardins                  |

Nos sources d'information ont inclus des documents publiquement disponibles (contenu de sites web, rapports annuels, rapports de DD, plans d'action de DD, politiques environnementales, etc.), des documents internes ainsi que des entrevues avec une vingtaine de gestionnaires.

Les principaux résultats de l'enquête nous permettent de tirer les conclusions suivantes :

- ◆ Les gestionnaires des entreprises collectives sont convaincus que leurs entreprises ont avantage à mettre en valeur leur distinction, naturellement compatible avec l'idée de la RSE et du DD.
- ◆ Les entreprises collectives ont en effet une vision spécifique de la RSE, s'exprimant davantage par le concept de DD. Pour les entreprises publiques, soumises à la *Loi sur le développement durable du Québec*, la définition véhiculée s'enlignait avec les principes de la Loi pour les unes et ou avec l'idée de gestion des impacts écologiques pour les autres dont les activités principales ont des impacts environnementaux majeurs. Pour les entreprises d'économie sociale, la préférence pour le concept de DD s'explique d'une part, par la croyance que deux des pôles du DD, soit le développement économique et le progrès social, sont intrinsèques à leur projet d'origine; et, d'autre part, par la conviction que la RSE est un concept porté par les entreprises capitalistes et que l'idée de DD inclut déjà celle de RSE.
- ◆ Même si la RSE ou le DD est dans la mission et les valeurs de ces entreprises, celles-ci ne sont pas d'emblée responsables lorsqu'on les juge sur les résultats, et la seule mission ne va pas impliquer une appropriation immédiate et sans écueil de la démarche de RSE ou de DD, plus particulièrement quand l'organisation a un grand effectif. La démarche d'appropriation s'avère même plus lourde et complexe que ne serait le cas dans les entreprises capitalistes. S'ajoute à cela le processus plus long d'adaptation des indicateurs de performance existants sur le marché (GRI, autres normes, *Loi sur le développement durable*, etc.) à la mission spécifique de l'entreprise. Le succès de la démarche comporte des conditions dont celui de la connaissance et du soutien des parties prenantes dont les travailleurs, les membres du conseil d'administration, l'État, les membres ou actionnaires.
- ◆ Les pratiques de RSE et de DD des entreprises collectives se distinguent réellement ou potentiellement sur le plan de leur contenu ou sur le plan de leur processus.
- ◆ Celles qui sont parvenues à se distinguer fortement à la fois sur le plan du contenu et sur le plan du processus peuvent être considérées comme celles ayant pu faire de leur démarche de RSE ou de DD un domaine d'innovations. En effet, leur démarche s'est présentée comme une occasion d'innover en matière de mobilisation des parties prenantes et de développement organisationnel. Dans ces cas, le conseil d'administration, le milieu de travail et les relations avec les parties prenantes (fournisseurs, clients et entreprises partenaires) forment des espaces de création de valeur et d'apprentissage organisationnel.

Sur la base de ces conclusions, nous posons les propositions suivantes :

**P1** : Les entreprises collectives sont plus que toutes autres susceptibles de développer des comportements typiques de la RSE et du DD du fait de leur double mandat – économique et social – et du fait de leurs structures – fondées sur des instances démocratiques; à condition que :

P1a : les parties prenantes connaissent ces spécificités – double mandat et structures démocratiques;

P1b : les parties prenantes soutiennent la démarche de RSE et de DD. La démarche d'éducation des parties prenantes est donc aussi importante que la démarche de RSE elle-même.

**P2** : Les pratiques de RSE peuvent se manifester de manière innovante dans les entreprises collectives : sur le plan du processus, sur le plan du contenu ou sur ces deux à la fois.

**P3** : Certaines entreprises collectives ont développé des pratiques et des connaissances utiles et spécifiques en contenu et en processus; mais celles-ci sont en partie peu partagées.

## Le 18 janvier 2011 - Tenue d'un colloque

### ***Le développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises : un domaine où les entreprises publiques et d'économie sociale peuvent innover ?***

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) s'est d'abord développée dans les entreprises, en réaction à la pression de certaines de leurs parties prenantes et selon une logique de gestion des risques. Les entreprises collectives (publiques et d'économie sociale) s'intéressent à ce courant mais encore trop peu d'entre elles misent sur leur propre expérience d'entreprises à double mission, économique et sociale. Nous faisons l'hypothèse que les entreprises collectives, en raison de leur spécificité, ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles – mais tacites – en matière de RSE. La manifestation tangible de la RSE passant par la triple reddition de comptes (économique, sociale et environnementale), auprès des parties prenantes internes et externes, des normes (ISO), des standards (GRI) et autres modèles de mesure de la performance sont en train de définir ce qu'est la RSE. Celle-ci pourrait sans doute se manifester de manière particulière, voire innovante, dans les entreprises collectives. Ces pratiques sont restées jusqu'ici souvent ignorées, très faiblement codifiées et a fortiori faiblement partagées.

- 8 h 30** Mot de bienvenue et déroulement de la journée  
**Michel Venne**, directeur général et fondateur de l'Institut du Nouveau Monde
- 8 h 35** Introduction  
**Léopold Beaulieu**, président-directeur général de Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi et président du CIRIEC-Canada  
**Marie J. Bouchard**, D. Soc., professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et vice-présidente Affaires internationales, CIRIEC-Canada
- 8 h 50** Exposé sur les communautés de pratiques  
**Claude Normandin**, MBA, responsable - développement stratégique et commercialisation, Fondation CSN
- 9 h** Présentation des résultats de la recherche  
**Lovaso Ramboarisata**, Ph.D., professionnelle de recherche et chargée de cours, UQAM
- 9 h 30** Allocution de **Corinne Gendron**, professeure, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale et titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, UQAM
- 9 h 50** Allocution de **Johanne Gélinas**, associée, Développement durable et changements climatiques-Risque d'entreprise, Samson Bélair/Deloitte et Touche
- 10 h 10** Pause - santé
- 10 h 30** Table ronde et échanges avec la salle : des participants provenant des institutions interviewées (Investissement Québec, Coop fédérée, Coopérative funéraire des 2 Rives, Fondation, SAQ) et **Luc Bernier**, Ph.D., professeur et directeur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques (CERGO), École nationale d'administration publique, président du Conseil scientifique du CIRIEC International et vice-président Affaires universitaires, CIRIEC-Canada
- 11 h 45** Dîner conférence  
Allocution de **Clément Gignac**, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, gouvernement du Québec
- 12 h 45** Conclusion - Suites et engagements  
**Léopold Beaulieu et Marie J. Bouchard**

## Les pistes à privilégier

L'enquête menée auprès d'entreprises collectives et le rapport de recherche ont amené des éléments théoriques, des éléments de marchés, de positionnement général des entreprises vis-à-vis la responsabilité sociétale et le développement durable. Comment les entreprises collectives peuvent-elles se positionner dans cet univers qui est en émergence, dont la connaissance n'est pas encore normée, mais est plutôt en développement, en exploration et en approfondissement. Les conclusions de la recherche ont permis de confirmer les hypothèses posées au départ en ce qui a trait à la capacité d'innovation, mais en même temps font apparaître le besoin d'approfondir et poursuivre cette mise en place des principes de développement durable.

Les membres du comité exécutif du CIRIEC se pencheront sur les pistes intéressantes à poursuivre à l'occasion d'une journée de réflexion qui se tiendra en juin 2011.

---

## Autres activités en 2010-2011: les séminaires post-CA

Deux séminaires se sont tenus après les rencontres du conseil d'administration:

### Le 1er octobre 2010

Présentation de **Mme Claude Normandin**, responsable du développement stratégique et de la commercialisation à Fondation et **Mme Geneviève Labrie-Beaudoin**, codirectrice de l'évaluation et de la performance à Investissement-Québec

*Identité et reconnaissance des entreprises collectives par le biais de la production d'un rapport de développement durable*

À l'assemblée des membres du CIRIEC le 10 mai dernier, des thèmes ont été suggérés pour l'année à venir, dont celui de l'identité et de la reconnaissance renouvelée des entreprises collectives. Afin d'entamer la réflexion autour de ce thème, deux organisations membres du Ciriec nous présenteront la démarche qu'elles ont entreprise pour la production de leur rapport de développement durable, ce que cette démarche a signifié en termes de reconnaissance. Comment ces entreprises arrivent-elles à mettre de l'avant leur identité d'entreprises collectives par le biais de la production d'un rapport de développement durable?

### Le 1er avril 2011

Mme **Lovaso Ramboarisata** a présenté pour une seconde fois les résultats de l'enquête menée par le groupe de travail sur le transfert des savoirs.

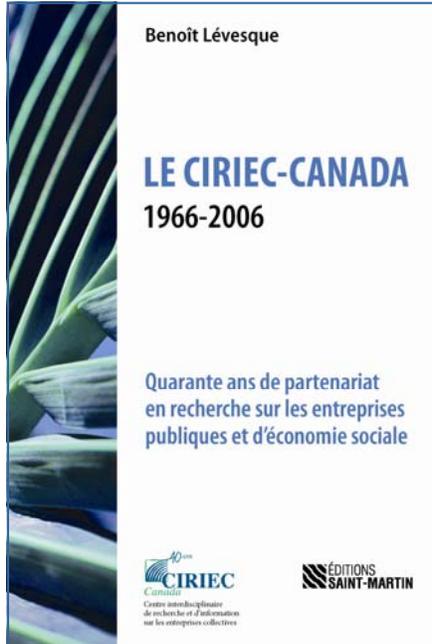
### Centre canadien d'économie sociale

Le CIRIEC-Canada participe au conseil d'administration du Centre canadien d'économie sociale, codirigé par Ian McPherson de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique) et Rupert Downing (Canadian Community Economic Development Network). Ce centre, subventionné pour cinq ans par le CRSH, vise à coordonner, diffuser et transférer des initiatives de six réseaux régionaux de recherche partenariale, dont le Québec. Marie J. Bouchard représente le CIRIEC-Canada au conseil d'administration du Centre canadien. Le Centre a complété ses travaux à la fin 2010.

# L'HISTORIQUE DU CIRIEC-CANADA

## *Le CIRIEC-Canada (1966-2006) Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale*

par **Benoît Lévesque**



Cet ouvrage nous apprend comment la recherche sur les coopératives, les entreprises publiques et l'économie sociale s'est organisée par l'intermédiaire d'une association scientifique, le CIRIEC-Canada, sa revue *Économie et Solidarités*, ses colloques, ses recherches et ses activités internationales (bien qu'autonome, le CIRIEC-Canada représente l'une des quinze sections nationales du CIRIEC international). Cet ouvrage devrait intéresser non seulement les chercheurs mais aussi les personnes engagées dans ces diverses entreprises et organisations. En effet, dès sa fondation en 1966, la section canadienne du CIRIEC a tenté de réunir des chercheurs de toutes les universités, des dirigeants provenant des principales entreprises d'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations) et des entreprises publiques. Pour la recherche comme pour la pratique, ces deux types d'entreprises partagent plusieurs éléments dont une double mission, rentabilité économique et développement socioéconomique, et relèvent de deux processus démocratiques complémentaires, celui de la démocratie représentative pour les entreprises publiques et celui de la participation de leurs membres pour les entreprises d'économie sociale.

De plus, ces entreprises soulèvent une même question : Comment les activités économiques peuvent-elles contribuer à la prise en charge de l'intérêt général ? Au cours des quarante dernières années, la section canadienne du CIRIEC a connu trois grandes phases. Après une première phase (1966-1976) comme association canadienne bilingue portant sur les entreprises publiques et les coopératives, elle s'est centrée dans une seconde période (1977-1993) principalement sur les coopératives et sur le Québec, pour renouer, au cours d'une troisième période (1994-2006), avec son projet initial, mais adapté à un contexte devenu plus complexe. Chacune de ces trois périodes laisse voir des réalisations structurantes au plan du partenariat, du réseautage et du rayonnement international, sans oublier un approfondissement théorique qui permet une « désidéologisation » de l'objet de recherche. En somme, l'histoire du CIRIEC-Canada doit être prise en considération si l'on veut bien comprendre l'important développement de la recherche sur les entreprises collectives au Québec de même que la place qu'y occupe le partenariat entre chercheurs et praticiens dans ce domaine.

Pour obtenir un exemplaire, veuillez émettre un chèque de 35 \$ au nom de:

**CIRIEC-Canada**  
150 place Charles-Le Moyne  
Boîte postale 1  
Longueuil (Québec) J4K 0A8

**Pour renseignements:**

Suzanne Poirier au (450) 463-1835 poste 61871 ou [Ciriec-Canada@USherbrooke.ca](mailto:Ciriec-Canada@USherbrooke.ca)



## LA REVUE DU CIRIEC-CANADA: ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

La revue *Économie et Solidarités* est considérée comme une activité très importante du CIRIEC-Canada par l'association elle-même. En effet, il s'agit d'une activité en continu, qui procède à des opérations chaque semaine de l'année du côté de la rédaction. Elle diffuse des résultats de recherche, des analyses souvent inédites, des témoignages et des points de vue, des informations vulgarisées sur l'économie collective, tant publique que sociale, ainsi que des descriptions d'expériences innovantes.

Très liée au CIRIEC-Canada, la configuration de la Revue reflète la mission de cette association dans son double objectif. Le premier est un objectif de diffusion des connaissances sur l'économie sociale et publique, sur leurs rapports entre elles ainsi qu'avec le marché et sur le développement local ou des communautés. À cette dimension plus scientifique reliée à la recherche, s'ajoute une dimension non moins importante de transfert des connaissances de façon à les rendre accessibles à un public plus large et à rendre compte de divers débats d'acteurs sur ces questions. Cette dimension se retrouve de façon privilégiée dans la section *Pour en savoir plus* qui meublent chaque parution, tandis que les textes qui concernent la première sont rassemblés dans le dossier (section thématiques et articles hors thème). En cela, elle rappelle la composition et l'orientation même du CIRIEC qui regroupe à la fois des acteurs ou entrepreneurs et des chercheurs.

Sur le plan international, elle offre l'un des deux créneaux de rayonnement du CIRIEC-Canada, l'autre étant la participation et la représentation de nos membres aux instances du CIRIEC international. Effectivement, la Revue est connue et utilisée comme véhicule de diffusion de connaissances de la part de chercheurs d'autres régions du monde, l'Afrique et l'Europe en premier lieu, mais aussi l'Amérique latine.

Au cours des années, la Revue a progressivement amélioré sa qualité scientifique en raffinant le processus d'évaluation. Après un premier examen par la rédaction, les textes du dossier sont préalablement soumis et évalués par au moins trois lecteurs externes démontrant une expertise reconnue dans le champ de l'économie sociale ou dans la discipline plus particulière de l'auteur. De plus, si l'une des évaluations recommande des corrections majeures ou encore un refus de l'article, nous soumettons à nouveau à l'évaluation l'article corrigé et exigeons une deuxième phase de modifications à l'auteur si nécessaire. La majorité des articles publiés sont des réflexions de fond à la fois substantiellement étayées par des bases conceptuelles éprouvées et empiriquement vérifiées à partir de problématiques contemporaines. C'est à ce titre que la revue *Économie et Solidarités* parvient à rejoindre des préoccupations d'avancement des connaissances tant théoriques qu'appliquées. De la sorte, la Revue maintient une place importante au contenu scientifique en plus de présenter des textes de débat et d'expérimentation. La qualité de la Revue s'exprime également dans sa forme, dont la facture globale a significativement été améliorée au cours des dernières années. Le dossier scientifique est composé d'au moins 5 ou 6 articles et depuis quelques années, elle intègre aussi des articles scientifiques hors thème, ce qui permet une diffusion plus à jour des textes soumis et dans certains cas d'aborder des questions nouvelles. Il est aussi important de mentionner que la qualité de la Revue a été reconnue par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) qui a augmenté le financement accordé pour la période de 2009-2012.

Tel que mentionné plus tôt, la Revue publie des textes divers de transfert de connaissances dans sa section *Pour en savoir plus*. Au cours de la dernière année, l'équipe de rédaction de la Revue a redéfini les différentes rubriques de cette section pour mieux les cerner et en offrir une description permettant d'orienter les auteurs. La rubrique *Débats et propositions* présente ainsi des éditoriaux, des textes d'opinion sur des questions d'actualité et des communications de congrès ou de colloques. Pour sa part, la rubrique *Pratiques innovatrices* propose des textes présentant des expérimentations concrètes qui permettent de bâtir de nouvelles connaissances en économie collective. *Économie et Solidarités* publie aussi depuis peu des *Entrevues*. Cette rubrique a comme objectif de faire connaître de petites organisations et de donner la parole à des personnes engagées dans l'intervention et dans leur milieu. Ces entrevues permettent d'explorer leurs expériences et les différentes facettes de leur pratique sur le terrain. La rubrique *Projets de recherche* inclut des textes qui présentent des projets d'études et des résultats préliminaires de recherche. Finalement, la section *Pour en savoir plus* inclut des *Comptes rendus*, sous forme de recension d'ouvrage ou de notes de lecture.

Tout en cherchant à consolider et même améliorer la qualité et la portée scientifique de la Revue, sa direction et sa rédaction cherchent en effet à développer sa dimension de transfert des connaissances. La Revue compte d'abord consolider ses liens avec les entreprises et leur ouvrir un meilleur espace à la production des parutions comme il est avancé plus loin. De plus, depuis plus d'un an, le directeur d'*Économie et Solidarités* centre son implication à consolider et développer cette dimension de la Revue. Là aussi, la qualité est de mise tout comme la diversité des rubriques, terrains et expertises présentées et leur pertinence. Si l'évaluation des textes de transfert ne suit pas la démarche plus longue des textes scientifiques, elle est quand même menée sérieusement à l'intérieur de la rédaction et du Comité de rédaction. Cela permet de demander des précisions et des corrections en vue d'améliorer la qualité des textes présentées.

La revue *Économie et Solidarités* est une activité importante du CIRIEC-Canada et à l'instar de cette dernière, elle fonctionne comme une association. À cet égard, elle survit et se développe sur la base des caractéristiques principales de toute association, particulièrement la mobilisation et la force de ses réseaux et de ses partenariats. Ceux-ci se retrouvent dans deux lieux différents, mais complémentaires, dans le cadre du CIRIEC, le milieu universitaire et celui des entreprises collectives.

## **FONCTIONNEMENT DE LA REVUE**

*Économie et Solidarités* continue de compter sur le travail de l'équipe de rédaction, avec à sa tête, depuis près de deux ans, le rédacteur en chef Guy Chiasson, professeur au Département de sciences sociales (UQO). Thibault Martin, aussi professeur au Département de sciences sociales de l'UQO, continue par ailleurs d'occuper les fonctions de rédacteur adjoint et de responsable des comptes rendus. Jacques L. Boucher, professeur au Département de travail social de l'UQO, a récemment remplacé Louise Briand et agit depuis peu à titre de directeur de la Revue tout en restant responsable des rubriques. Nous tenons à remercier chaleureusement Louise Briand pour son soutien et son engagement dans la Revue au cours des dernières années et lui souhaitons le meilleur des succès dans ses nouveaux engagements. Dominique Marchessault, étudiante à la maîtrise en Développement régional à l'UQO, agit pour sa part depuis plus de trois ans comme secrétaire à la rédaction et a été rejointe depuis quelques mois par Xavier Blais, aussi étudiant à la maîtrise en Développement régional. Par ailleurs, Madame Solange van Kemenade continue de s'occuper des traductions en espagnol avec Madame Mirta Vuotto, professeure à l'Université de Buenos Aires, travaille à tisser des liens entre la Revue et l'Amérique latine et à promouvoir la Revue sur ce continent, tandis que Monsieur Brett Fairbairn de l'Université de Saskatchewan, joue en quelque sorte le rôle de relais avec le Canada anglophone.

Les liens réguliers entre la Revue et le CIRIEC sont assurés à la fois par le directeur et le rédacteur qui participent aux réunions du comité exécutif du CIRIEC.

## **FINANCEMENT**

Le secrétariat de la Revue est situé à l'UQO. L'embauche de deux étudiants et les autres frais s'élevaient à environ 20 000 \$ par année. La Revue profite, depuis 2009, d'une subvention du CRSH s'élevant à 81 000 \$ pour 3 ans, soit 27 000 \$ par année. Nous soumettrons au mois de juin une nouvelle demande afin de renouveler cet important financement pour les prochaines années.

Soulignons que l'UQO contribue grandement à la Revue en fournissant l'utilisation d'un local, l'équipement informatique (entretenu), l'utilisation de la photocopieuse, du téléphone et d'autres instruments de communication, etc. Plusieurs professeurs y mettent également du temps.

Ainsi, le soutien financier pour le fonctionnement de la Revue en 2010-2011 provient du CIRIEC-Canada, du CRSH, de la Fondation Mercure (HEC Montréal) et de l'UQO. Les abonnements fournissaient, jusqu'à récemment, une mince source de financement à la Revue. Cependant, cette dernière ne pourra plus compter sur cette source de revenus au cours de la prochaine année, puisque les quatre premiers numéros publiés en version électronique seront disponibles en accès libre sur la plateforme Érudit. Il reste à déterminer si la Revue reprendra les abonnements par la suite. Il est à noter que la gestion des abonnements, prise en charge dans le passé par les Presses de l'Université du Québec, engendrerait des coûts de fonctionnement supplémentaires et demanderait un important investissement en temps et en énergie de la part du secrétariat.

## **RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES UNIVERSITÉS**

Les liens avec le milieu universitaire semblent évidents sur différents aspects. Tout d'abord, l'enseignement bénéficie des travaux publiés dans la revue *Économie et Solidarités*. La Revue constitue un matériel pédagogique incontournable dans certains cours et programmes (développement régional, gestion, travail social, sciences sociales, etc.) qu'offrent nos établissements. De plus, l'approfondissement des problématiques inscrites dans le champ de réflexion de la Revue s'impose de plus en plus dans les espaces de recherche et de formation à la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, elle constitue un véhicule de qualité pour la diffusion des résultats de recherche et des analyses de chercheurs (professeurs, mais aussi étudiants et professionnels de la recherche) dans le champ de l'économie collective, qu'elle soit coopérative, associative, mutualiste ou publique, ou plus généralement de l'économie plurielle, dans sa dimension sociale et territoriale. Ce rapport est renforcé par la publication électronique d'*Économie et Solidarités* qui lui permet de bénéficier d'une meilleure visibilité, accessibilité et diffusion dans les milieu universitaires. Depuis peu d'ailleurs, les articles des numéros 33-1 à 39-1 sont disponibles intégralement sur le site Internet de la Revue.

### **LE SOUTIEN FINANCIER**

Les universités, en plus de participer à la production des parutions et de l'utiliser comme document de formation et de recherche, apportent un soutien financier et logistique important à la Revue. Ainsi, chaque année, Martine Vézina se charge de déposer auprès de la Fondation Mercure une demande de fonds de 2 500\$ que nous obtenons année après année.

Enfin, il est incontournable de mentionner l'importante subvention accordée à la Revue par le CRSH. Ainsi, tel que mentionné plus tôt, la Revue a obtenue une subvention totale de 81 000 \$ répartie sur trois ans.

### **LA PARTICIPATION À LA PRODUCTION**

Si le milieu universitaire a soutenu financièrement de façon décisive la Revue, il y a également acquis une grande visibilité du côté de sa production. En effet, elle a, depuis ses tous débuts comme *Revue du CIRIEC canadien/Canadian CIRIEC Review*, toujours logé dans un établissement universitaire, successivement l'Université Concordia, HEC Montréal et l'Université du Québec en Outaouais. Non seulement les contributions au dossier scientifique proviennent-elles du milieu de la recherche universitaire comme on le conçoit habituellement, mais la très grande majorité des rubriques sont rédigées par des chercheurs, universitaires pour la plupart, parfois en formation (étudiants ou étudiantes à la maîtrise, au doctorat ou au postdoctorat). Les rédacteurs des rubriques, qui travaillent en étroite collaboration avec le milieu des entreprises, prennent une place de plus en plus importante dans l'orientation et la production de la Revue.

## **RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES ENTREPRISES**

Comme avec le milieu universitaire, la Revue cherche à développer des liens privilégiés de partenariat avec les entreprises tant d'économie sociale que d'économie publique. La nature de ce partenariat devrait, selon la Revue, être de deux ordres comme pour le milieu universitaire : le soutien financier ou matériel à la Revue et la participation à sa production. Dans les deux cas, il s'agit de voir la participation des entreprises en termes d'échanges. C'est la direction de la Revue qui assume comme mandat de voir au développement de ces deux modes de collaboration, en lien avec la rédaction.

### ***Le soutien financier***

Au cours des dernières années, la direction et la rédaction de la Revue ont élaboré conjointement un plan de sollicitation de soutien financier identique pour le milieu universitaire et celui des entreprises en termes d'échelle de visibilité (informations, publicité) en rapport avec le montant de financement accordé comme soutien à la Revue. Ainsi, la Revue cherche à établir des règles équitables à cet égard, tant pour les établissements et dispositifs de recherche que pour les entreprises.

Par le passé, la Fédération des caisses Desjardins a apporté un soutien financier à la Revue avec une contribution de 5 000 \$ par année. Cette année cependant, le changement de direction a compliqué la démarche. Nous sommes confiant que la situation est exceptionnelle et que l'appui de la Fédération se renouvellera pour les prochaines années. Nous comptons par ailleurs poursuivre nos efforts pour que s'ajoutent progressivement de nouvelles contributions en provenance des entreprises, ce qui nous permettra de réaliser adéquatement notre mission.

### ***La participation à la production***

Par le passé, la Fédération des caisses Desjardins a apporté un soutien financier à la Revue avec une contribution de 5 000 \$ par année. Cette année cependant, le changement de direction a compliqué la démarche. Nous sommes confiant que la situation est exceptionnelle et que l'appui de la Fédération se renouvellera pour les prochaines années. Nous comptons par ailleurs poursuivre nos efforts pour que s'ajoutent progressivement de nouvelles contributions en provenance des entreprises, ce qui nous permettra de réaliser adéquatement notre mission.

## DIFFUSION ET RAYONNEMENT DE LA REVUE

L'objectif de toute publication, tant pour un livre qu'une revue, est d'être lu par le plus de personnes possible, d'être accessible au plus grand nombre. Nous avons déjà souligné que la Revue était très utile à l'enseignement universitaire. Au cours des dernières années, le nombre d'abonnements fluctuait entre 62 et 250, dont une trentaine de bibliothèques universitaires et une cinquantaine d'organisations. La concrétisation du passage de la publication papier à la publication électronique, qui aura marqué l'année 2009-2010, assure un élargissement de la diffusion d'*Économie et Solidarités* et permet d'accroître l'accessibilité de la Revue, notamment dans le contexte des sociétés du Sud où la Revue est de plus en plus présente. Les données fournies par le site d'*Érudit* nous démontrent que l'édition électronique de la Revue rejoint beaucoup plus de lecteurs. En effet, **674 personnes** ont accédé directement à la table des matières du numéro 39-2 depuis sa publication à l'été 2010. Ce chiffre impressionnant ne cessera de s'accroître avec les années. Le tableau suivant, directement tiré des statistiques fournies par *Érudit*, nous permet de voir les dix pays dans lesquels directement les articles ont été le plus consultés (en date du 7 avril).

|   | Pays          | Pages | Hits | Bande passante |          |   |
|---|---------------|-------|------|----------------|----------|---|
|    | Canada        | ca    | 1490 | 1526           | 90.16 Mo |    |
|    | France        | fr    | 1344 | 1369           | 46.81 Mo |    |
|    | Germany       | de    | 332  | 332            | 4.20 Mo  |    |
|    | United States | us    | 304  | 307            | 10.20 Mo |    |
|    | Morocco       | ma    | 66   | 67             | 7.18 Mo  |    |
|    | Senegal       | sn    | 63   | 76             | 10.09 Mo |    |
|   | Belgium       | be    | 48   | 50             | 3.10 Mo  |   |
|  | Spain         | es    | 41   | 41             | 1.95 Mo  |  |
|  | Algeria       | dz    | 40   | 40             | 4.16 Mo  |  |
|  | Switzerland   | ch    | 36   | 38             | 1.77 Mo  |  |
|   | Autres        |       | 288  | 297            | 22.69 Mo |  |

Au cours des dernières semaines, l'équipe d'*Économie et Solidarités* a réalisé une importante mise à jour de son site Internet. Si l'esthétique globale du site n'a pas considérablement été modifiée, l'information, quant à elle, a été mise à jour. Le site est un outil incontournable pour faire connaître et rayonner la Revue – particulièrement à l'international : il devient une vitrine nécessaire et efficace pour rejoindre les différents acteurs de l'économie sociale interpellés par les considérations de la Revue. Le nouveau site présente ainsi la Revue (présentation, historique, équipe de rédaction, comité de rédaction, partenaires financiers) et inclut une toute nouvelle section destinée à informer les auteurs en ce qui a trait à la soumission de textes (instructions aux auteurs, appels de contributions, liste des prochains numéros, description des rubriques).

En remodelant le site, l'équipe de la rédaction s'est assurée de donner un **accès électronique intégral à certains numéros (33-1 à 39-1)**. La disponibilité de ces documents rend le site particulièrement intéressant pour les chercheurs et les étudiants qui se penchent sur les questions de l'économie sociale et publique. Cette initiative rejoint ainsi la volonté de la rédaction de démocratiser l'accès aux connaissances et d'assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche publiés dans *Économie et Solidarités*.

Enfin, le secrétariat à la rédaction a récemment commencé se bâtir une liste de diffusion afin d'informer les auteurs, évaluateurs et autres acteurs des nouvelles parutions et avancées de la Revue. Cette initiative assurera un contact direct et régulier avec les lecteurs de la Revue et permettra une diffusion très large dans les différents réseaux.

## PRODUCTIONS DE L'ANNÉE 2010-2011

Au moment de l'écriture de ces lignes, le volume 40, numéro 1, est dans sa phase de correction linguistique. Ce second numéro publié en version électronique, qui devrait paraître à la fin du printemps 2011, regroupe une variété de textes hors thème, c'est-à-dire des textes non-sollicités qui ont été soumis librement par des auteurs. Il s'ajoutera à deux autres numéros qui ont vu le jour au cours de l'année 2010. Le premier, le volume 39, numéro 1, est paru au début du printemps 2010. Ce numéro, dont le thème était « L'évaluation de l'économie sociale : une perspective critique et internationale », a été réalisé sous la direction de Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti. Le second, le volume 39, numéro 2, s'intitulant « Les générations et l'économie sociale », a été dirigé par Daniel Tremblay et Daniel Thomas. Ce premier numéro publié en version électronique est sorti à l'été 2010.

Le volume 40, numéro 2, sous la direction de Jacques L. Boucher et Denis Harrison, portera sur l'économie sociale et le territoire et fait suite à un colloque organisé par le CRISES. Ce numéro est très avancé et devrait sortir dans les prochains mois. Les numéros suivants qui s'intéresseront aux femmes et au développement local (41-1), à l'économie collective, au territoire et au développement (41-2), ainsi qu'aux autochtones et à l'économie collective (42-1) en sont présentement au tout début du processus de publication. Ces numéros devraient sortir au cours de l'année 2011-2012.

### LES PROCHAINS NUMÉROS

Vol. 40, no 1

#### **Numéro mixte**

Vol. 40, no 2

#### **Économie sociale, innovations sociales et territoires**

Directeurs : Jacques L. Boucher et Denis Harrison

Vol. 41, no 1

#### **Femmes et développement local**

Directrices : Denyse Côté et Caroline Andrew

Vol. 41, no 2

#### **Économie collective, territoire et développement**

Directeurs : Jean-Marc Fontan, Nancy Neamtan, Jacques L. Boucher et Patrick Duguay

Vol. 42, no 1

#### **Autochtones et économie collective**

Directeur : Thibault Martin

Vol. 42, no 2

#### **Politiques publiques et territoires**

Directeurs : Guy Chiasson et Serge Belley

*\*La planification des numéros est donnée à titre indicatif seulement et est sujette à changement.*

## COMITÉS DE LA REVUE

### Fondateur de la Revue

Feu George Davidovic, Université Concordia

### Comité exécutif

Rédacteur

Guy Chiasson, Université du Québec en Outaouais, CRDT

Rédacteur adjoint, responsable des comptes rendus et des rubriques

Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais, CRDT ;

Directeur

Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais, CRISES

Responsable des traductions à l'espagnol

Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine

Responsable de la promotion en Amérique latine et collaboratrice pour les traductions

Solange van Kemenade, Analyste de la recherche, Santé Canada, chercheure associée à la CRDC

Correspondant pour l'Europe

Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris

Correspondante pour l'Afrique du Nord

Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès

Secrétaires à la rédaction

Xavier Blais et Dominique Marchessault, étudiants à la maîtrise en développement régional, Université du Québec en Outaouais

### Comité de rédaction au Québec

Yao Assogba, Université du Québec en Outaouais

François Aubry, Université du Québec à Montréal

Marie J. Bouchard, Université du Québec à Montréal

Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais

Manon Boulianne, Université Laval

Louise Briand, Université du Québec en Outaouais

Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke

Mario Carrier, Université Laval

Guy Chiasson, Université du Québec en Outaouais

Omer Chouinard, Université de Moncton

Yvan Comeau, Université Laval

Brett Fairbairn, Université of Saskatchewan

David Laycock, Simon Fraser University, Colombie-Britannique

André Leclerc, Université de Moncton

Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Marguerite Mendell, Université Concordia

Marie-France Turcotte, Université du Québec à Montréal

Martine Vézina, HEC Montréal

### Conseil international de rédaction

Oscar O. Batisdas-Delgado, Universidad Central de Venezuela, Centro de estudios de la participación, la autogestión y el cooperativismo, Venezuela

Jacques Defourny, Université de Liège, Département d'économie, Belgique

Abdou Salam Fall, Université de Dakar, Senegal

Daniel Hiernaux-Nicolas, Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, Departamento de Teoría y Análisis, Mexique

Jean-Louis Laville, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris

Johannes Michelsen, University of South Jutland, Danemark

José Luis Monzón Campos, CIRIEC Espagne

Humberto Ortiz, Universidad San Marcos, Lima, Pérou

Charles Rock, Rollins College, Floride, États-Unis

Roger Spear, Open University, Co-operatives Research Unit, Milton Keynes, Grande-Bretagne

### Rapport de la Revue préparé par :

Guy Chiasson, rédacteur

Jacques L. Boucher, directeur

Dominique Marchessault, secrétaire à la rédaction

Xavier Blais, secrétaire à la rédaction

## **L'ÉVALUATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : UNE PERSPECTIVE CRITIQUE ET INTERNATIONALE**

Volume 39, numéro 1

Responsables : Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti

L'économie sociale constitue une forme d'économie distincte de l'économie capitaliste et de l'économie publique. Elle est reconnue pour sa capacité à répondre aux besoins émergents et aux nouvelles attentes sociales, notamment dans les contextes de crises marquées par des transformations socioéconomiques. Depuis une trentaine d'années, les composantes à dominante non marchande de l'économie sociale ont pris une place importante dans la production de services publics, alors que ses composantes à dominante marchande ont eu à articuler les économies locales aux marchés mondialisés. De plus en plus, l'économie sociale occupe une place significative, avec le marché et l'État, au sein d'une nouvelle économie plurielle en émergence. L'économie sociale n'est plus un phénomène résiduel mais bien un pôle institutionnel de l'économie, et elle se développe en interface avec les institutions publiques et les entreprises à finalité lucrative. Dans ce contexte, l'évaluation prend une importance nouvelle. Des demandes sont formulées, tant par les pouvoirs publics que par les acteurs, à l'effet de mesurer le secteur et d'en évaluer la contribution.

Toutefois, l'économie sociale est un phénomène encore relativement peu documenté et qui demeure sous-théorisé, notamment en ce qui concerne sa contribution spécifique aux dynamiques de développement. L'absence de méthodologies et d'indicateurs spécifiques à l'économie sociale fragilise son positionnement de même que sa capacité à participer aux grands débats de société. La complexification des modalités de prise en charge de l'intérêt général, engageant une pluralité d'acteurs socioéconomiques (publics, privés et d'économie sociale), implique la complexification des critères légitimes d'évaluation des activités susceptibles d'y contribuer. La multiplicité des parties prenantes de l'évaluation fait qu'il est difficile de s'accorder sur ce qu'il faut évaluer et comment le faire. La variété des champs de l'économie sociale, leur ancrage plus ou moins important aux politiques publiques, et leur inscription inégale dans le marché, posent de redoutables défis à la lisibilité de ce qui fait la cohérence de sa contribution spécifique.

À la recommandation de la Commission scientifique « Économie sociale et coopérative » du Ciriec international, le Conseil scientifique international a créé en 2005 le *Groupe de travail sur les méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale*, coordonné par Marie J. Bouchard. Le but poursuivi était de faire le point sur les pratiques d'évaluation qui permettent de cerner la contribution spécifique de l'économie sociale. À terme, l'objectif était de voir en quoi les pratiques d'évaluation participent à la construction même du champ de l'économie sociale. Les textes qui sont présentés dans ce dossier sont quelques-unes des contributions des membres de ce groupe, portant, d'une part, sur la nature du processus évaluatif et celle de l'économie sociale et d'autre part, sur l'évaluation de l'économie sociale dans trois contextes nationaux (France, Québec, Brésil).

## **L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES GÉNÉRATIONS**

Volume 39, numéro 2

Responsables : Daniel Tremblay et Daniel Thomas

Le concept de génération est couramment utilisé en sciences sociales, mais il l'est de bien des façons. Dans les travaux portant sur l'économie sociale et solidaire, la diversité des usages que l'on en fait est également large. On y parle par exemple des « diverses générations d'entreprises d'économie sociale », de « nouvelle économie sociale » ou d'« ancienne économie sociale ». Pour ceux et celles qui connaissent le domaine, cette façon de distinguer les générations d'économie sociale et solidaire pose sans doute peu de problèmes. Dans l'ensemble des écrits faisant appel au concept de « génération », cet usage n'est cependant pas le plus courant. Une approche générationnelle peut prendre bien des formes et suivre bien des pistes.

Si l'on prend les individus comme unités d'observation, on peut étudier la cohabitation de diverses cohortes et générations au sein de l'économie sociale et solidaire. On peut aussi examiner les points de passage de cohortes de naissance au sein des diverses formes que prend l'économie sociale et solidaire. On peut encore étudier les échanges intergénérationnels, les alliances, les points de rencontre et de rupture, les mécanismes de transmission culturelle de connaissances, de savoir-faire et de valeurs d'une génération à l'autre. Si l'on prend plutôt comme unités d'observation les acteurs collectifs (associations, coopératives, mutuelles), on peut étudier comment les générations d'économie sociale et solidaire se sont construites, sur quels repères identitaires elles se sont établies, quelles sont les situations ayant permis le passage de catégories à des groupes réels, à un ensemble d'acteurs qui se reconnaissent dans un destin collectif ayant marqué une époque. Et ce ne sont, bien sûr, que quelques-unes des pistes que peut emprunter l'étude du phénomène générationnel au sein de l'économie sociale et solidaire.

Ce numéro regroupe cinq articles mettant en relation d'une façon ou d'une autre les thèmes de l'économie sociale et des générations. On pourra constater avec la lecture des articles regroupés dans ce numéro qu'elle permet également d'explorer l'univers de l'économie sociale et solidaire de façon originale. Chacune des contributions regroupées ici illustre à sa façon la pertinence de la « perspective temporelle » dans l'analyse du secteur de l'économie sociale et solidaire. L'ensemble de ces contributions illustre également la vitalité de la réflexion qui est menée sur les transformations passées et actuelles de ce secteur d'activités, sur sa complexification croissante. Comme on pourra s'en rendre compte, il ressort par ailleurs de la lecture de ces travaux de recherche que le sujet pose aussi plusieurs défis.

**NUMÉRO MIXTE**  
**Articles hors thème**  
Volume 40, numéro 1

La revue *Économie et Solidarités* reçoit souvent, en plus des articles reliés à ses numéros thématiques, des articles hors thème. L'équipe de rédaction est toujours heureuse de recevoir ces articles parce qu'ils sont un signe concret de la capacité d'attirer des articles non-sollicités et donc de la crédibilité dont jouit la Revue auprès des auteurs. Nous remercions sincèrement ces auteurs qui nous ont fait confiance pour publier leurs résultats de recherche et pour renouveler l'invitation en ce sens.

Pour le présent numéro, nous avons fait le choix de regrouper certains de ces articles hors thème. Si ce numéro peut apparaître plus éclaté qu'à l'habitude, il permet tout de même de constater la grande diversité des questionnements scientifiques sur l'économie collective. Si ces articles permettent de rendre compte de pratiques dans des domaines où l'économie collective est bien établie – l'aide domestique au Québec (Gauvreau, Savard, Tremblay et Diadou) ou encore l'aide aux personnes en France (Leroux, Pujol et Rigamonti) –, c'est souvent à partir de perspectives et questions de recherche innovatrices. De surcroît, ce numéro regroupe également des articles qui portent sur des champs d'action où l'économie collective fait des percées plus récentes ou moins institutionnalisées : la monnaie sociale (Fare), l'éducation en matière d'alimentation (Sauvé et Naoufal) ou au moins qui ont moins souvent fait l'objet d'articles dans *Économie et Solidarités* tel la transformation du discours sur l'aide internationale. À *Économie et Solidarités*, nous sommes très fiers d'avoir contribué à faire connaître ces nouveaux enjeux et perspectives.

En même temps, les textes réunis ici montrent bien le souci de la Revue de ne pas se cloisonner dans un champ de recherche trop pointu tout comme sa volonté d'être à l'image d'un champ de recherche sur l'économie collective en constant renouvellement.